

Le rôle des acteurs non gouvernementaux dans le développement des relations entre le Maroc et l'Espagne

Par Fatiha Benlabbah
Coordinateur du Groupe de travail de l'IRES sur les relations
Maroc-Espagne

L'étude en cours sur les relations entre **Le Maroc et l'Espagne : leviers d'une stratégie de coopération durable** part du constat que malgré le bon niveau des relations entre les deux pays maintes fois réitérée dans les discours officiels, elles ne sont pas à l'abri de tensions passagères certes mais qui ne manquent pas de marquer de plus en plus profondément l'opinion publique marocaine. Le bon sens, le réalisme et le pragmatisme veulent que des efforts soient déployés pour renforcer et développer ces relations. Depuis les années 80 du siècle passé, vue l'interdépendance économique, gouvernementale et sociale entre les deux pays, les responsables n'ont cessé d'insister sur la nécessité de resserrer les liens bilatéraux en approfondissant l'interdépendance économique, en institutionnalisant le dialogue politique et en renforçant la participation des sociétés civiles.

La société civile reflète la vitalité démocratique d'un pays et c'est un indicateur de participation citoyenne et de participativité démocratique.

Selon Putnam la société civile est un mécanisme fondamental d'articulation sociale. C'est un indicateur de qualité politique et sociale. Son importance se mesure par le degré d'engagement assumé, par les valeurs civiques véhiculées et développées, par la rigueur et la cohérence du contrôle exercé sur les actions gouvernementales. Parce que c'est un acteur de mobilisation citoyenne, et parce qu'elle opère à l'intérieur du système politique, elle fait partie intégrante de la société politique tout en se situant à l'extérieur des structures formelles de l'Etat. Justement les acteurs de la société civile ont comme vocation de provoquer le changement, à travers l'influence qu'ils sont capables d'exercer sur le pouvoir politique, économique ou médiatique ou par l'intervention directe. Ils ont la capacité de rendre favorable le débat public et de créer de l'opinion et susciter de l'adhésion. Dans le monde globalisé où nous vivons, la société civile mène de plus en plus des actions à caractère transnational ou transfrontalier. On parle actuellement de société civile globale.

Pour toutes ces raisons, le Maroc et l'Espagne, et tous ceux qui veulent que les relations entre les deux pays soient améliorées et consolidées, peuvent parier sur les acteurs non gouvernementaux.

Au Maroc nous avons une longue tradition d'action citoyenne active. Le mouvement citoyen existe depuis des décennies ; par exemple, la première association féminine a été créée dans les années 40 du siècle passé. **La société**

civile marocaine est bien structurée et jouit d'une capacité d'action et d'influence considérable. Elle développe de plus en plus une activité transnationale (au niveau international, arabe ou maghrébin : actif dans le forum social mondial dans le mouvement altermondialiste...). C'est d'abord un contre-pouvoir mais aussi un acteur important au niveau de la sensibilisation ou du plaidoyer sur tout ce qui concerne le citoyen mais aussi au niveau du contrôle du suivi des politiques publiques. C'est ce que l'ISC, l'Indice de la Société Civile, vient de confirmer. En effet, cet Indice a été rendu public le mercredi 16 mars (ISC). Cet indice est un indicateur destiné à appréhender et évaluer l'état de la société civile dans un pays donné. Il permet aussi le développement de la dynamique de la société civile afin de l'orienter vers des axes prioritaires. Au MAROC le projet a été mené par l'espace associatif avec le soutien du PNUD.

Il en ressort que le tissu associatif marocain bénéficie d'une audience plus large que le Parlement, le gouvernement et même les partis politiques, avec lesquels il combine toutefois ses actions en agissant soit comme relais soit comme contre-pouvoir. Les acteurs de la société civile, forts de leur proximité avec la population, de leur indépendance et de leur engagement citoyen pour le développement humain, se prévalent d'atouts majeurs pour prendre en charge une large partie des préoccupations légitimes des populations.

Il en ressort aussi que malgré la dynamique que la société civile marocaine a connue ces dernières années, notamment depuis les années 80 du siècle passé, son rôle reste sous évalué par la population. La société civile marocaine jouit d'une indépendance louable due au fait qu'elle est financièrement autonome. Cependant, là réside le frein majeur à son action. Les associations sont générées par le bénévolat ; plus de la moitié ne bénéficient d'aucun financement de l'Etat et le soutien des donateurs étrangers est limité.

Le tissu associatif marocain est tout à fait homologable avec celui d'autres pays, notamment l'Espagne, avec lequel il est donc appelé à travailler pour le bien des relations entre les deux pays. Tout tissu associatif constitue un capital social et en tant que tel le Maroc et l'Espagne peuvent et doivent le rentabiliser pour le mieux des relations qui les unissent.

La société civile espagnole constitue aussi un capital social important. Elle a connu une impulsion importante grâce à la transition démocratique. Mais selon Victor Pérez Diaz, auteur de **Société civile, sphère publique et sphère privée. Tissu associatif en Espagne entre les deux millénaires**, il y a en Espagne une part importante du tissu associatif de mauvaise qualité ou « incivil », avec une capacité inégale d'influencer ou de favoriser le débat et de créer de l'opinion. Toutefois, on estime que le pourcentage des affiliés à des associations oscille entre 30 et 40%. Pendant longtemps, c'est l'église catholique, les organisations

syndicales et les associations culturelles et sportives qui constituaient la colonne vertébrale du tissu associatif. Depuis quelques années, la société civile aborde de nouvelles problématiques posées par la société globalisée du XXI siècle, s'activant au-delà des frontières nationales. Au Maroc on en sait quelque chose.

Comment les deux sociétés civiles se perçoivent-elles ? Existe-t-il des contacts ou des actions menées en commun ?

Les relations entre les deux sociétés civiles se sont développées et diversifiées depuis les années 90 du siècle passé. Des efforts ont été faits pour le rapprochement et pour une meilleure connaissance des potentialités civiles existantes dans les deux pays. En 2003 une initiative tout à fait louable a été entreprise par le Fondation des Trois Cultures alors présidée par André Azoulay. Une rencontre entre société civile marocaine et andalouse avait réuni à Séville des dizaines d'associations et d'acteurs non gouvernementaux oeuvrant dans différents secteurs, des ateliers intéressants ont eu lieu pour créer des synergies, sans malheureusement que cela ait eu des suites. Cependant l'on constate que :

- 1- l'image négative du Maroc répandue en Espagne se reflète aussi sur le miroir de la société civile espagnole : connaissance insuffisante, préjugés et stéréotypes,
- 2- le contexte général a un impact direct des relations entre les deux pays, marqué par des hauts et des bas,
- 3- la question du Sahara et la question de l'unité territoriale du Maroc persistent et agissent comme un filtre du regard espagnol vers le Maroc, en ce qui concerne le Sahara et du regard marocain vers l'Espagne en ce qui concerne et le Sahara et les présides. Ces questions persistent comme conditionnement des relations entre les acteurs des sociétés civiles.
- 4- néanmoins : l'immigration marocaine, le tourisme espagnol au Maroc, le développement des relations bilatérales, les politiques publiques espagnoles visant à promouvoir la coopération avec le Maroc, les politiques européenne et euro méditerranéenne, qui toutes misent sur la société civile constituent un contexte favorable.

Cela suppose aussi bien pour les espagnols que pour les marocains l'ouverture d'un champ offrant de nouvelles possibilités d'actions complémentaires. Pour les marocains cela suppose un type nouveau de relation avec des homologues espagnols ; mais les tensions politiques qui resurgissent souvent et les partis pris, le manque d'égalité quant aux conditions de coopération offertes aux acteurs puisque les espagnols continuent de se permettre ce qu'ils ne permettent pas aux marocains, que se soit au nom des droits de l'homme ou autres, entravent l'essor d'une co-opération entre les deux sociétés civiles et font que

l'on continue de parler aussi bien en Espagne qu'au Maroc, de l'action des acteurs espagnols au Maroc et vis-à-vis du Maroc et presque jamais du contraire.

La littérature produite par des espagnols sur l'action citoyenne espagnole vis-à-vis du Maroc, nous renseignent bien sur les types d'acteurs, leurs positionnements par rapport à certaines questions, les champs d'action qu'ils investissent et leurs modalités d'intervention.

Très brièvement : tout en tenant compte de la pluralité des acteurs impliqués l'on remarque que la société civile espagnole se mobilise autour des questions suivantes : la coopération pour le développement, la question migratoire et la question du Sahara, mais un peu aussi sur la promotion des relations bilatérales.

- La coopération pour le développement : si l'on tient compte du Plan directeur de coopération espagnole 2008-2012, le Maroc est pour l'Espagne est un pays prioritaire pour les principales institutions de financement publiques espagnoles, (gouvernement central, régions autonomes), les ONGD ayant choisi le Maroc comme champ d'action sont nombreuses. Selon des études espagnoles, leur travail ne jouirait pas d'une visibilité suffisante et le Maroc est considéré comme un pays complexe. A ma connaissance, il n'existe pas d'étude non plus du côté marocain sur l'identité, objectifs réels, types d'action et modalités d'intervention et les résultats des actions menées par ces associations sur le territoire marocain.
- La question migratoire : les initiatives sont multiples, qu'elles soient espagnoles seulement ou articulées avec des associations marocaines. Mais existe-il des stratégies communes d'intervention ?
- La question du Sahara : il s'agit de tout un mouvement pro sahraoui et anti marocain, pour lequel et dans lequel des dizaines d'associations et un nombre important d'acteurs s'activent partout, depuis des décennies pour dénoncer ce qu'ils qualifient de force occupante illégale du Sahara , c'est à dire le Maroc, créant des amalgames, de type il y a le problème du Sahara donc le Maroc n'est pas un pays démocratique. L'activisme espagnol à outrance sur ce plan là, ne peut être perçu et interprété par la société civile marocaine qu'en rapport avec un passé colonial et une idéologie conservatrice qu'on connaît. cet activisme qui a une assise populaire importante en Espagne, a été maintes fois à l'origine de tensions entre les deux pays : ex : le malheureux référendum symbolique pro autodétermination du Sahara organisé en Andalousie en 2001 et autres et il interfère beaucoup dans l'image du Maroc et a une influence sur

l'action citoyenne vis-à-vis de notre pays. Dans une certaine littérature espagnole l'on se réfère à l'absence de conditions juridiques, légales locales comme blocage à l'action civile espagnole au Maroc. Les citoyens marocains en général se posent des questions sur les limites d'un certain activisme espagnol dont le manque d'objectivité même dans l'application et la défense des droits de l'homme est évident. Ils déplorent également l'absence d'un activisme marocain transfrontalier au profit des questions territoriales nationales.

- La promotion des relations bilatérales : c'est un sujet qui pendant ces dernières années, fait l'objet d'actions citoyennes et d'initiatives louables certes mais limitées et éphémères, visant le rapprochement entre les deux pays et leurs sociétés respectives. Certaines sont espagnoles, d'autres hispano-marocaines. Je citerai pour illustrer le premier groupe: l'Association Alcàntara pour le développement des relations entre le Maroc et l'Espagne à Grenade et à Tétouan –Tanger), L'association de l'Amitié hispano-marocaine Azahra (Asturies), l'association Asadaka-Amistad des peuples d'Espagne et du Maroc (Madrid). La promotion du rapprochement entre les deux peuples à travers la connaissance mutuelle, la revalorisation du patrimoine historique et culturel commun est l'objectif de la Fondation Leg Andalou par exemple.

Les défis à relever restent très importants

Pour les espagnols :

- Ne pas se laisser davantage contaminer par les perceptions dominantes
- Assumer les difficultés liées aux spécificités du contexte marocain

Pour les marocains :

- Vaincre les perceptions négatives dominantes en Espagne.
- Trouver de nouvelles modalités de coopération avec la société civile espagnole.
- Avoir plus de mobilité vers l'Espagne, car il n'y a pas d'équilibre d'équité entre les deux rives, à cause du problème du visa qui restreint la mobilité des acteurs non gouvernementaux marocains.
- Etablir une stratégie citoyenne commune susceptible de répercuter sur l'opinion publique en Espagne.
 - Gagner un espace de parole en Espagne.